L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. P. WEISSE & Co. — No 73, Rue de Chartres, entre Conti & Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 20 JUIN 1862.

G. P. WEISSE, P. LIMET. — S. DUFOUR, S. HARNEY — Editeurs-Propriétaires.

Nouvelle-Orléans, VENDREDI MATIN, 20 JUIN.

AUX ABONNES A LA SEMAINE.

Les personnes sont autorisées à prendre des journaux à la semaine à raison de 25 cents.

Vente à l'encan du 20 courant.

Par E. Scott, à 11 heures, dans la rue de la Douane, No 122—meubles.
Par Hollander et Marks, à 10 heures, dans la rue de Chartres, No 61, 2e—marchandises sèches, chaussures, &c.

Les étrangers.

Il nous a semblé que, dans les circonstances actuelles, un aperçu rétrospectif, fait dans un esprit complètement impartial, des difficultés de la situation dans laquelle se sont trouvés les étrangers résidant à la Nouvelle-Orléans, ne serait pas sans intérêt ni peut-être sans utilité. Ce que nous disons de la particularité prescrite aux Français peut également s'appliquer aux citoyens des autres nations qui ont reconnu aux confédérés la qualité de belligérants.

La proclamation de l'empereur Napoléon III publiée dans le *Moniteur* du 11 juin et comme loi dans le courant de juillet reconnaissait, par suite de l'état de guerre, deux parties belligérantes, déclarait une neutralité absolue de la part de la France et recommandait aux Français résidant soit en France, soit à l'étranger, d'observer la même neutralité. Le décret prescrivait aux Français de ne commettre aucun acte qui pût être considéré comme hostile à l'une des deux parties belligérantes. Il fut examiner comment dans la première cette neutralité pourrait être observée. Au Nord comme au Sud un grand nombre d'étrangers, par esprit d'aventure, par sympathie, ou par nécessité, s'enrôlèrent dans les armées sans s'inquiéter de la question de nationalité. De ceux-là nous n'avons pas à nous occuper ; parlons seulement de ceux qui sont restés chez eux.

Il est un fait incontestable, c'est que les étrangers n'ont joué aucun rôle dans les événements qui ont amené la sécession, et l'on peut dire, même, que la grande majorité d'entre eux n'ont pas vu sans déplaisir et sans inquiétude éclater une révolution dans la portée et les conséquences de tant inconnues de ceux qui étaient à la tête du mouvement. Nous ne nions pas que les étrangers résidant au Sud ont été frappés de vœux pour qu'Abraham Lincoln ne fût pas élu Président des États-Unis, parce que le simple bon sens les avertissait que cette élection serait le signal d'un conflit. Mais ils n'ont pris, directement ou indirectement, aucune part ni aux élections présidentielles, ni aux élections convensionnelles qui ont suivi. La guerre offrait trop de dangers pour leurs intérêts pour qu'ils la désirassent ; mais enfin, la guerre a éclaté et le conflit s'est engagé.

Pour qui ont été les sympathies de gens, établi depuis des années dans un pays, avec lequel ils étaient plus ou moins identifiés par leurs intérêts, leurs relations journalières et quelquefois par leurs liens de famille, on ne peut ce qu'on aurait tort de vouloir, sur là n'est pas la question. La question est celle de savoir si leurs sympathies des étrangers, n'ont pas eu le choix par la conduite à tenir, elle leur a été imposée par les circonstances. Les quarante ou cinquante mille étrangers qui habitent la Nouvelle-Orléans n'y sont pas venus pour exercer leur droit politique de suffrage ; ils y sont venus pour gagner leur vie, et y étaient depuis longtemps et ils avaient, en échange des privilèges dont ils jouissaient en vertu de traités réciproques, contribué à la prospérité de la ville par leur travail, par leur industrie et par leurs capitaux.

La guerre éclatant, dirai-on qu'ils devaient quitter le pays plutôt que de s'exposer à violer la neutralité ? Ce serait déraisonnable de croire que la masse de la population d'une grande ville soit disposée, sur un simple avertissement, à déménager de l'autre côté de l'Atlantique du jour au lendemain. Dès le début de la guerre, d'ailleurs, un obstacle insurmontable s'est opposé à ce retour des étrangers dans leurs foyers ; ce fut le blocus établi par les États-Unis, blocus qui a duré jusqu'à la fin du côté de la mer. Dans l'impossibilité de partir, les étrangers se trouvèrent dans la position où sont les passagers à bord d'un navire, c'est-à-dire sous l'empire des ordres de capitaine. Ces ordres étaient fortement prononcés dans les lois du gouvernement *de facto*, aux lois des États Confédérés, comme aux lois de la Louisiane. Vouloir faire un crime d'avoir rempli des obligations auxquelles ils n'étaient pas libres de se soustraire ? Qui pouvait les protéger contre l'application de la loi de milices votée par la législature et sanctionnée par le gouverneur de l'État et par le Président ? Ce n'étaient ni les États-Unis, ni leurs propres gouvernements, car les premiers n'avaient alors aucune autorité dans l'État, et les seconds n'avaient pas encore reconnu les États Confédérés. Ce fut alors que, grâce à l'initiative du consul de France, il intervint un arrangement qui permit aux étrangers de s'organiser en gardes purement urbaines. Ces gardes ne reçurent d'armes et de munitions que le jour où elles eurent à protéger l'ordre public et à sauver la ville du pillage et de l'anarchie.

L'interprétation officieuse du consul de France dans cette question des milices reçut l'approbation de son gouvernement. Il nous souvient qu'à l'occasion de rôle joué par les consuls vis-à-vis de la loi, ils furent l'objet d'attaques de la part de certains journaux qui prétendaient ne pas reconnaître leur caractère, ce qui voulaient qu'on reposasse tous les ministres de leur part. Aujourd'hui, on accuse même de ces mêmes gazes qu'ils cherchaient à faire valoir, auprès d'un gouvernement reconnu et ami, ce qu'ils considèrent comme les droits de leurs nationaux.

Plus tard, quand la Nouvelle-Orléans fut en siége, la loi martiale fut proclamée et tous les habitants mâles, âgés de plus de 16 ans, durent aller prêter un serment. Pour tous ceux qui ne étaient citoyens du pays, ce serment était un serment d'allégeance ; pour les autres, l'ordre du général Lovell était ainsi conçu :

"Ceux qui ne sont étrangers jureront d'obéir aux lois de cet État et des États Confédérés ainsi longtemps qu'elle sera la protection d'y résider, et de ne révéler, en aucune circonstance, à nos ennemis, rien de ce qui concerne ses et faire militaires et politiques du pays."

L'obéissance aux lois des pays où on réside est de droit commun, et quoi à l'obligation de ne rien révéler, elle n'avait rien de contraire à la neutralité et elle rentrait dans la catégorie des précautions que prend dans tous les pays le commandant militaire d'une ville en état de siége. Aujourd'hui, la Nouvelle-Orléans se trouve sous l'autorité du gouvernement des États-Unis, et il n'entre que les résidents étrangers aux mêmes devoirs envers eux qu'envers les citoyens.

Mais il nous semble que leur position devient dans plus favorable qu'elle ne l'était sous l'ancien ordre de choses. Car, si le gouvernement Confédéré lui a soumis à tort à certaines obligations, il n'est en somme moyen de résidence positive que leurs gouvernements n'avaient pas de rapports avec eux. Même à Richmond, tandis que maintenant ils sont sous la protection de traités internationaux, et ont affaire à un gouvernement qui est en rapports de paix et d'amitié avec ceux de leurs pays respectifs. Rappelons aux étrangers, en général, la règle qu'ils ont pu sous un état de choses qui n'avait pas été établi par eux fait et auquel ils ne pouvaient ni ne devaient s'élever, savoir : obéir aux généraux qu'il serait peu politique de leur faire un procès de tendances.

Ceux qui ont pris une part active aux hostilités ont perdu leur qualité d'étrangers, et ils subissent le sort de la guerre ; mais ceux qui sont restés paisibles ne peuvent être considérés de s'avoir par quelconque à obéir aux lois des États-Unis pendant tout le temps où ces lois leur seront d'une manière et en état, en quelque sorte, remplacées par d'autres lois. Pour l'avenir, les étrangers n'ont d'autre désir que de contribuer, comme par le passé, par leur travail, à rendre la Nouvelle-Orléans florissante et prospère.

TAXE SUR LES BILLETS DE BANQUE.—*Le World* de New-York, du 31 dernier, publie une communication d'un de ses correspondants qui propose l'application des dispositions de billets de banque au moyen d'une forte taxe qui pourrait entre immédiatement imprimable. Le même correspondant propose ensuite l'établissement gouvernement d'un papier gouvernemental qui remplacerait la place du papier des banques. Le *World* dit que M. Chase lui a dit que les États-Unis émettront cet hiver un emprunt de $150,000,000, pour lequel ils donneront en échange pour toutes valeurs, $150,000,000 en billets d'État, et pour $50,000,000 de remboursables le 30 juin prochain, pour $50,000,000 en billets ayant cours [illegible] l'intention d'avoir [illegible] bien de remplacer les billets [illegible] ainsi qu'ajouter une autre émission [illegible] moment.

Il nous semble que le Nord montre lui-même [illegible] extraordinaire et peu en harmonie avec [illegible] confiance et d'audace. En 1779, le congrès de Philadelphie qui levait à soudoyer ordinairement des armées de 20,000 hommes, lorsqu'elles étaient convoqué réclames à 16,000, à 8,000, même à 3000, avait, au bout de trois ans de guerre, depuis pour près de 200 millions en papier, [illegible] *continental* ; et bien que cela [illegible] à cette époque, il ne trouva pas [illegible] la ressource de recourir le papier par [illegible]

Nouvelles de la Virginie.

Nous recevons les journaux de New York du 16, du 2 et du 4 juin. Ces dates indiquent que les nouvelles contenues dans ces journaux ne peuvent rien nous apprendre de fort intéressant du théâtre de la guerre, puisque déjà, samedi dernier, nous avons publié des dépêches de Richmond du 10 et des extraits du *New York Herald* du 5. Ainsi, dans les détails que nous empruntons aux feuilles du Nord, apportés par le *Lexington*, nos lecteurs ne trouveront rien qui ne soit retardé aux batailles livrées près de Richmond le 31 mai et le 1er juin et aux mouvements ultérieurs précédemment annoncés.

Nous commencerons par reproduire le rapport officiel du Général McClellan sur la bataille du 31 mai :

Champ de bataille, 1er juin.

Nous avons eu une bataille acharnée, dans laquelle les corps des généraux Sumner, Heintzelman et Keyes ont été engagés contre des forces supérieures.

Hier, à 1 heure, l'ennemi profitant d'un orage qui avait inondé la vallée de Chickahominy, a attaqué nos troupes sur la rive droite.

La division du Gén. Casey, qui était en première ligne, a reculé en désordre et d'une manière inexplicable. Il en est résulté une confusion temporaire, qui a forcé le général à amener et ses bagages ont été perdus ; mais les généraux Heintzelman et Kearney ont très bravement fait avancer leurs troupes, et ce mouvement a arrêté l'ennemi.

Ils admettaient, cependant, nous avons réussi, en faisant de grands efforts, à lancer les divisions Porter et Richardson qui ont chassé l'ennemi de la prise de la baïonnette, couvrant le terrain de ses morts.

Ce matin l'ennemi a essayé de renouveler le combat mais il a été repoussé.

Nous avons fait beaucoup de prisonniers et, parmi eux, le Gén. Pettigrew et le Col. Long. Notre perte est lourde, mais celle de l'ennemi doit être énorme.

A l'exception de la division Casey, les hommes se sont bien comportés.

Plusieurs belles charges à la baïonnette ont été exécutées. Le régiment du Second Excelsior en a fait deux aujourd'hui.

GEORGE B. McCLELLAN,
Major Général Commandant.

Nous trouvons dans une lettre adressée de Washington le 1er juin, au *Herald* de New York du 2, les détails suivants sur l'emploi d'un ballon par les Fédéraux.

Pendant toute la bataille de ce matin, le ballon du professeur Lowe dominait la terrible scène à une hauteur d'environ 3000 pieds. Là communication télégraphique du ballon avec le Gén. McClellan et avec les généraux en chef a été aussi parfaite qu'elle pouvait l'être. Les officiers d'état-major, transférés au général Lovell, de l'*armée confédérée*, pour la défense locale.

Obligées ainsi de faire leurs rapports à un major général de l'armée Confédérée, conformément aux ordres de ce dernier, les officiers ou soldats de jour de leur décharge.

Bien qu'elles aient été au service de l'armée Confédérée, elles ne doivent pas être considérées comme désignées et elles ne sont pas désignées dans les termes de l'ordre.

Avec grand respect,

G. F. SHEPLEY,
Commandant militaire de la Nouvelle Orléans.
JAS. E. DURHAM, secrétaire.

OUVRIERS TISSEURS EN ANGLETERRE.—D'après un retour de l'état des fabriques de coton en activité, publié dans un journal de Manchester, il paraît que de 1,678 moulins, employant communément 1,350,000 artisans, 497 seulement travaillent le temps ordinaire, 903 travaillent de 2 à 5 jours par semaine et 278 sont entièrement suspendus. Quant aux ouvriers, 392,000 chôment qui leur reste : 92,000 travaillent le temps ordinaire, 209,000 travaillent la moitié de la semaine, terme moyen, et 58,000 sont tout à fait sans travail. Il y a eu une petite amélioration dans les retours depuis trois mois, et cette amélioration est due au coton de Surate.

Chronique locale.

B. LAPLACE VS. LA BANQUE D'AMERIQUE.—*Décret du juge Bell*.—M. J. A. Rozier, avocat de la Banque des Gens de Tous les rapports, le point de juridiction du tribunal. Il a dit que

La juridiction de la Cour, en tant qu'il s'agit de questions de police et d'ordre militaires sous l'empire de la Constitution et des lois des États Unis, de ces qui se rattachent aux opérations militaires des autorités ou aux relations d'un citoyen avec le gouvernement des États-Unis, n'est pas discutée ici ; mais la question est de savoir si un magistrat est celle d'un citoyen qui allègue le fait d'un dépôt, le refus de la restitution, le droit d'une certaine espèce d'argent, une obligation civile et la mise à exécution d'un contrat. Ces droits individuels sont seuls en jeu dans cette controverse qui ne regarde en rien le gouvernement des États-Unis, et qui ne peut être jugée par un tribunal ayant juridiction en matière criminelle, et qui, par cette juridiction est "le pouvoir de prendre connaissance de crimes et d'infliger des châtiments pour le bien public." Il est d'ordre public que la juridiction qui a pour objet l'application de la loi, qui est comprend par le châtiment de coupables, mais qui déclare, définit ou crée des droits nationaux civils, immuables ou positifs, ne peut être exercée par les tribunaux. Le droit de la civilisation moderne a asservie nulle part un homme à ne prêcher dans une cour, n'y avec sur un autre d'avoir commis un crime, puis à diriger les parties vers les cours et d'après ses idées de justice. Il faut qu'il y ait un moyen pour reconnu par la loi. Le nom des États-Unis ne figure pas dans ce procès, c'est consécutivement, une affaire civile. Les autorités militaires sont requises dans cet État pour y faire régner les lois des États-Unis et pour y maintenir la Constitution, mais non dans le but de donner droit aux individus à la Proclamation du général Butler ne leur donne pas le pouvoir de s'immiscer dans les affaires particulières. Il est peut-être bien de faire observer, dit le juge Marshall, dans un de ses décrets, qu'il ne très rare, même dans des cas de conquête, que le vainqueur fasse plus que de déclarer la souveraineté et d'assumer le gouvernement du pays. Lorsque des nations modernes, lequel est devenu loi, serait violé, le sentiment de justice et de droit qui est reconnu et qui forme la base de la civilisé serait outragé et les biens particuliers seraient généralement confisqués *et les droits particuliers annulés*. Telle est la doctrine que soutiennent les corps et que pratiquent les nations civilisé.

Le conquérant n'abolit pas les tribunaux civils du pays conquis, occupés à administrer la justice entre individus. Les juges des différents États sont requis de prendre le serment de soutenir la Constitution fédérale et les lois jusqu'à deux autres pays jurent fidélité au souverain, après quoi ils administrent la justice.

Dans le dernier procès-verbal, c'est aussi clairement exprimé, clairement établi—en *réalité*, comme en droit, que les tribunaux ordinaires ne doivent pas être suspendus ou dessaisis de leur juridiction, et qu'aucun pas ne peut être traiter avec le gouvernement de Juges.

Dans le dernier procès-verbal, c'est aussi clairement exprimé, clairement établi—en *réalité*, comme en droit, que les tribunaux ordinaires ne doivent pas être suspendus ou dessaisis de leur juridiction, et qu'aucun pas ne peut être traiter avec le gouvernement de fait établi dans le pays, si ce n'est par nécessité absolue, et que les tribunaux fédéraux ne doivent pas être saisis de la plainte et que ceux qui la formuleraient prissent le serment d'allégeance.

Le procès vient à passer dans le moment, et, si nous en croyons ce que le watchman, arrête lui-même les coupables.

REVENU.—*Sur* l'institution du commandant militaire, le voyer, le septembre et le trésorier de la ville ont repris leurs fonctions et les remplissent jusqu'à nouvel ordre.

Le voyer a déjà organisé le corps de travail leurs destitués à son département et les travaux s'achèvent rapidement.

Il a été adopté des mesures, dans le département du commissaire des eaux, pour livrer aux hommes des employés de la pierre, du bœuf, de la farine, etc.

ENQUÊTES.—M. Benoît a pratiqué la levée de pierre d'un trou trouvé flottant dans le lac, à l'embouchure du bayou St Jean. Le défunt paraissait âgé de vingt ans. On ignore qu'il faisait partie de l'équipage de l'*Water Lodden*, chaloupe canonnière fédérale.

—M. Day, avocat de M. Laplace, a soutenu que la banque aurait dû avertir le déposant qu'il avait tiré plus de billets confédérés qu'il en avait déposé et aurait dû lui fournir l'occasion de combler le déficit par des billets de la place n'avait jamais eu l'intention de recevoir des billets confédérés pour ses espèces.

—M. Rozier a répliqué que le 24 octobre, lorsque le déposant ne fit aucun dépôt dans la banque, que $5,131,32, il était censé savoir l'effet légal de son acte fait le balance le on jour là ($171,69 doit être considérée comme un véritable balance en espèces ; qu'il avait employé d'argent reçu de la banque sans objection et que ces dépôts postérieurs ne pouvaient pas augmenter sa balance en espèces.

—Le magistrat a décidé que la véritable balance en espèces, le 25 avril, était de $1,741,20 et non $3,121,32, mais déduction faite de $1,000 piastres en piastres mexicaines, la Banque reste devoir à M. Laplace $741,80 en espèces.

MAÎTRE ET ESCLAVE.—Le propriétaire d'un nègre a comparu devant le Préfet, pour prévention d'avoir enlevé son esclave et de l'avoir retiré de service d'un médecin des États Unis.

Il paraît que l'esclave avait permis au nègre de se louer lui même, moyennant une certaine somme par mois. L'esclave se loua en dernier lieu à un des médecins militaires. M. Connor s'y étant refusé en disant que Dane était au *Tang* et en désertant, les officiers tirèrent en faveur de l'esclave. Maximilien. Depuis lors, dans la conférence du 10, les jours avant la négociation avec la gouvernement mexicain, M. de Saligny a déc ard qu'il ne voulait plus traiter avec le gouvernement de

Dans le dernier procès-verbal, c'est aussi clairement exprimé, clairement établi—en *réalité*, comme en droit, que les tribunaux ordinaires ne doivent pas être suspendus ou dessaisis de leur juridiction, et qu'aucun pas ne peut être traiter avec le gouvernement de fait établi dans le pays, si ce n'est par nécessité absolue, et que les tribunaux fédéraux ne doivent pas être saisis de la plainte et que ceux qui la formuleraient prissent le serment d'allégeance.

Les deux noyaux ont même été renvoyés de leur tenance par les voltigeurs sur la paille avec fanfares et enfants. Le pupille le glorieux roi d'Italie, Victor-Emmanuel, que Dieu garde, de voulant bien réparer tant de torts. Le père, les nerveux, les nièces, les enfants et toute la tribu, demandent de la manifestation de sa part les moyens de subsister.

POURSUITE DES MAGNÉTISEURS EN FRANCE.—La Chambre d'Appel de la Cour impériale de Paris, jugeant en matière de police correctionnelle, vient de maintenir la condamnation d'un certain nombre d'hommes exerçant le magnétisme animal, et contre lesquels les poursuites avaient été intentées devant un tribunal de première instance. Deux docteurs praticiens de l'endroit, appelés à déposer dans l'affaire, ont déclaré que la prétention de traiter les maux par le magnétisme animal doit être regardée comme une supercherie, et que chaque consultation doit être considérée comme un véritable délit contre la santé publique. La Chambre, a été condamnée à une amende de 572 francs et à huit mois d'emprisonnement, et avec 7 malades, à été condamné à une amende de 286 francs et à un emprisonnement de quatre mois. Les deux artistes ont payé ensemble une indemnité de 100 francs aux parties demanderesses, et, en outre, tous les frais qui s'élèvent à la somme de 500 francs.

Médical Times & Gazette.

—On sait que la partie de l'antique bois de Vincennes qui se trouve entre Vincennes et Nogent-sur-Marne, un million de hauteurs qui le couvrent des Minimes, a été transformée il y a deux ans en un parc anglais avec gazons, chemins, allées sinueuses, rivières, cascades et un grand lac. L'année dernière, pareille transformation a eu lieu pour notre autre partie du bois qui est entre le fort ancien et Saint-Mandé. Ces travaux, qui s'est occupé de la partie haute du lac, qui touche, au midi, à l'enclos impérial et à Charenton. L'année qui a fait prendre à ces travaux le ballet faisait de la partie basse du lac, qui touche à la rivière, un bras bien allongeant et des allées sinueuses, etc. Cet hiver, le bois de Vincennes n'a rien à envier au bois de Boulogne.

Cependant, l'ingénieur paysagiste, chargé des embellissements, vient d'entreprendre dans la même plaine qui s'étend entre le bois, les fortifications, Saint Mandé, Charenton et l'ancien parc de Bercy, des nivellements, des terrasses considérables. On y trouve des allées larges, des [illegible] ouvertes ou y creuse des lacs, et déjà la partie méridionale de la plaine est plantée d'arbustes en massifs.

Départs des Steamboats d'Hier.

Steamer, de Southampton pour New York, 21 mai.
Steamer, de Liverpool pour New York, 24 mai.
Arlège, de Southampton pour New York, 31 mai.
Steamer, de Southampton pour New York, 1 juin.
Steamer, de Liverpool pour New York, 4 juin.
Steamer, de Southampton pour New York, 12 juin.

OFFICIEL.

Nouvelle-Orléans, 19 juin 1862.

Le Major Général Commandant ordonne que les dispositions suivantes de l'ordre général No 11, en date du 18 juin 1862, soient mises à exécution immédiatement :